

rappports avec l'Europe, le ministre Fuente était peu explicite; il se contentait de dire :

« Jamais le gouvernement ne négligera de remplir religieusement les conventions des traités qui règlent nos relations avec les puissances amies, et par tous les moyens, il fera en sorte que les stipulations favorables à la république soient observées. Il est bien entendu que notre bonne volonté ne peut s'étendre aux stipulations ayant rapport à la France, par suite de l'état de guerre qui existe entre cette puissance et la république. » Dans le même manifeste, le gouvernement mexicain annonçait la convocation du congrès national pour « subordonner sa marche aux justes inspirations des représentants du peuple, leur rendre compte de ses actes, provoquer les délibérations que la chose publique exige et mériter de leur jugement éclairé et consciencieux la confiance dont il a besoin pour répondre aux aspirations du pays. »

M. de la Fuente déclarait « qu'en tout ce qui serait patriotique, la liberté de la presse et le droit de réunion seraient parfaitement favorisés. » Le programme finissait en souhaitant pour Mexico le titre de « boulevard de l'Amérique latine. » Il n'empêcha pas le gouvernement de Juarez de rendre les décrets les plus arbitraires et les plus draconiens. Voici celui qui concernait les ecclésiastiques :

« ART. 1<sup>er</sup>. Les prêtres de tout culte qui, abusant de leur ministère, exciteraient à la haine ou au mépris des lois ou du gouvernement et de ses ordres, seront punis d'un an à trois ans d'emprisonnement ou de déportation.

ART. 2. On supprime, dans la crise actuelle, tous les chapitres ecclésiastiques dans toute la république, à l'exception de celui de Guadalajara, à raison de sa conduite patriotique. Tout accord des membres de ces corporations pour l'exercice de leurs fonctions sera puni comme délit de conspiration.

ART. 3. Il est interdit aux prêtres de tous les cultes de faire usage, hors des églises, de leurs habits sacerdotaux et de tout emblème distinctif de leur ministère.

Cette disposition aura son effet dans les dix jours de sa publication.

Les parties contrevenantes payeront des amendes de dix à cent piastres, ou subiront un emprisonnement de quinze à soixante jours.

Mandons et ordonnons que le présent décret soit imprimé, publié et exécuté.

Délivré au palais du gouvernement fédéral, à Mexico, le 30 août 1862.

BENITO JUAREZ. »

Il fut question d'expulser en masse tous les Français du territoire de la république. Le banquier Jecker et quelques autres étrangers furent arrêtés tout d'abord, tandis que leurs compatriotes, laissés en liberté, étaient en butte à de perpétuelles menaces. Le 16 septembre, anniversaire de l'Indépendance, seize maisons habitées par des Français furent assaillies à coups de pierres.

Le gouvernement de Mexico réprima ces manifestations hostiles, et prononça la dissolution de la junte patriotique qui voulait la déportation en masse des étrangers. Les délégués de cette junte, conduits par quelques députés du congrès, avaient déjà, à plusieurs reprises, demandé d'une manière presque menaçante à Juarez de rendre un décret à cet égard. Juarez, lassé de ces instances, y coupa court en ordonnant la fermeture du club.

Aussi l'emprisonnement prolongé de MM. Frizae, Clairin, Dessaché, Caricaburu, Barrès, Bonhomme et du banquier Jecker causa-t-il quelque surprise à Mexico; et elle augmenta lorsqu'ils eurent reçu un ordre de départ. Cet ordre fut blâmé par une protestation que signèrent tous les membres du corps diplomatique présents à Mexico, à l'exception du ministre d'Angleterre :

« Mexico, 6 octobre 1862.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les soussignés, membres du corps diplomatique présents à Mexico, ont appris avec regret l'arrestation de plusieurs étrangers, auxquels l'autorité mexicaine aurait signifié l'ordre de partir de la capitale dans quarante-huit heures pour se rendre hors du territoire de la république.

Les soussignés aiment à croire que le gouvernement ne don-

nera pas suite à une mesure aussi extrême sans avoir des preuves évidentes que ces étrangers ont commis des actes hostiles envers l'État, et que leur présence à Mexico offre un danger réel.

Ils espèrent, par conséquent, que le gouvernement de la république voudra bien leur faire part de sa résolution définitive, se réservant de lui faire des communications ultérieures et essentielles au sujet de la même mesure.

Les soussignés ont l'honneur de renouveler à S. Exc. M. le ministres des relations extérieures les assurances de leur haute considération.

Signé : Ch. Corwin, États-Unis; E. de Wagner, Prusse; T<sup>o</sup> de Saint-Pastor, Équateur; Aug-T. Kint de Roodembeck, Belgique; M. Nicolas Corpancho, Pérou; Narciso de Saint-Martin, Vénézuéla.

A S. Exc. Juan-Antonio de la Fuente, ministre des relations extérieures. »

Le ministre de Prusse, chargé de protéger par intérim à Mexico les intérêts de la France, menaçait Juarez et ses ministres de les rendre responsables des pertes éprouvées par les Français expulsés; mais le gouvernement mexicain envoya les proscrits à Colimas, port de la mer Pacifique, et se montra résolu à faire exécuter les mesures qu'il avait prises. Pour prévenir toute résistance, il intercepta les communications avec les ports du golfe, malgré les démarches des ministres d'Angleterre et des États-Unis. La correspondance du packet français, parti de Saint-Nazaire au milieu d'octobre, et celle du packet anglais, parti de Southampton le 2 novembre, restèrent en route. Des lettres, expédiées à cette époque par la voie d'Acapulca et de Panama, portaient :

« Jusqu'à ce que les correspondants d'Europe expédient leurs lettres à Mexico, par l'isthme de Panama, ou jusqu'à ce que les événements, quels qu'ils soient, aient rouvert les communications entre Mexico, Vera-Cruz et Tampico, nous serons, ici, sans relations directes avec l'Europe et les États-Unis; aujourd'hui, les nouvelles politiques nous arrivent de San-Francisco, où elles sont transmises, de New-York, par le télégraphe électrique qui traverse les plaines de l'Ouest et les montagnes Rocheuses; nous avons reçu, cependant, ces jours derniers, par hasard, en quelque sorte, quelques journaux français jusqu'au 15 octobre. Nos avis télégraphiques européens, par la voie de San-Francisco de Californie, vont jusqu'au 24 octobre. »

Le gouvernement de Juarez avait interdit, par décrets des 5 et 8 octobre, toute communication avec l'ennemi. Par un nouveau décret, en date du 5 novembre, il ordonna qu'aucun courrier, ordinaire ou extraordinaire, ne pourrait passer d'aucun point de la république mexicaine sur la partie du territoire qu'occupaient les troupes françaises, et que tout porteur de correspondances serait immédiatement puni de mort, comme traître à la patrie. Le même jour, le district de Mexico fut mis en état de siège, et le gouvernement en fut confié à M. Manuel Ferreros, par les ordres duquel de grands travaux de défense furent exécutés autour de cette capitale.

C'était avec Puebla, le point où se concentrait la résistance des troupes mexicaines, dont le système était d'éviter autant que possible une affaire en rase campagne.

## CHAPITRE XIV

Administration militaire et subsistances. — Occupation de Tampico. — Distribution de médailles à Puebla.

Le général Forey comprenait cette tactique, et, ne voulant point s'exposer à un échec devant une place où se massaient des forces immenses, il s'avancit avec lenteur, tenant surtout à pourvoir aux besoins de l'armée française. Trois hôpitaux, chacun de trois cents lits, furent installés à Orizaba, et un quatrième à Cordova. L'intendance parvint à réunir des vivres pour dix jours pour les 10,000 hommes placés de la Soledad à Orizaba.

Des marchés passés avec des fournisseurs indigènes à des prix modérés et garantis par de forts cautionnements versés dans les caisses de l'État, assurèrent, pour tout le corps d'armée, la fourniture de la viande fraîche jusqu'au 31 mars 1863, et des approvisionnements :

En sucre et café, pour 200 jours;  
En tabac, pour 140 jours;  
En tafia, pour 90 jours.

Quant à la nourriture des chevaux, l'administration l'assura également :

A Orizaba, par des achats d'orge et en faisant faucher les prairies environnantes qui produisaient plus de 10,000 quintaux de foin;

Au delà d'Orizaba et jusqu'à Mexico, en passant un marché par lequel un entrepreneur s'engageait à fournir 1,000 quintaux de farine, livrable partie à Puebla, partie à Mexico, et l'orge ou le maïs et la paille nécessaires à la subsistance des chevaux.

En voyant l'administration militaire assurer ses approvisionnements à des prix relativement modérés dans des circonstances aussi difficiles, on trouvait tout naturellement, dans l'ensemble de ces mesures, une garantie de la possibilité de faire vivre l'armée des ressources du pays, lorsque la réunion de ses moyens de transport lui permettrait de commencer les opérations militaires.

Il importait de discipliner les auxiliaires mexicains, et de les attacher à la cause française, tout en ménageant leur susceptibilité nationale. Une note signée du secrétaire politique, M. Billard, et affichée le 6 novembre à Orizaba, contenait ces mots : « Le général en chef de l'armée française a donné ordre que l'armée mexicaine fût nourrie, vêtue et payée aux frais du trésor français. Cette disposition ne saurait être considérée comme une humiliation pour l'armée mexicaine, mais bien comme une avance dont le gouvernement français sera remboursé dès qu'un gouvernement régulier aura été établi à Mexico. »

Il n'entraîna point dans les vues des représentants de la France au Mexique, d'épouser les querelles de telle ou telle faction. Un homme politique appartenant au parti qu'avait renversé Juarez, le père Miranda, arriva à Orizaba le 6 novembre; le commandant en chef lui remontra qu'il croyait sa présence aussi inutile que nuisible au milieu de l'armée française, et que, fidèle à la politique de conciliation initiée par lui, il ne devait accorder, même en apparence, de protection spéciale à un homme d'aucune opinion. Miranda signa alors la déclaration suivante qu'il remit au général Forey :

« En me présentant au quartier général français, je déclare n'avoir d'autre intention que celle de contribuer, par mes paroles et mes actes, à la meilleure issue de l'intervention française comme la comprend le général en chef. En conséquence, je promets de m'abstenir de toute démarche qui pourrait dénaturer la politique de l'empereur Napoléon, politique dont le but est de réunir tous les hommes honorables dans un seul parti animé de l'amour de la patrie; de fonder un gouvernement stable et moral qui garantisse les propriétés, la vie et la liberté de tous les citoyens, et l'oubli entier du passé. Je m'engage enfin à employer mon influence et mes paroles pour calmer les esprits et assurer au plus tôt possible l'entière pacification du pays. »

Orizaba, 8 novembre 1862.

Le 8 novembre, 2,500 mexicains qui défendaient Jalapa reculèrent devant l'avant-garde du général Bertier. Une colonne de 200 hommes s'empara de Medelin, point important pour assurer le ravitaillement des troupes, refuge des guerilleros qui infestaient les environs de la Vera-Cruz. Le 12, cinq compagnies du 1<sup>er</sup> zouaves enlevèrent les retranchements établis au Penon, pour barrer la route en corniche qui domine le lit profond du Rio Blanco.

Des dépêches du 25 novembre rendent compte de ces beaux faits d'armes.

Medelin, refuge des guerilleros qui inquiétaient les routes autour de la Vera-Cruz, était le premier point à occuper; un parti de contre-guerilleros, commandé par M. Stechlin et appuyé par une compagnie du 95<sup>e</sup> de ligne, a reçu, le 3 novembre, l'ordre de l'enlever. Une vigoureuse résistance les attendait au Pazo de la station du chemin de fer, mais le brillant courage de nos troupes, qui ont traversé le Jamapa ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, a bientôt décidé le succès, et Medelin, tombé en notre pouvoir, a été confié à la garde du 2<sup>e</sup> bataillon du 3<sup>e</sup> zouaves, parti de la Vera-Cruz le 2 novembre.

Le 4 novembre, un détachement d'infanterie de marine et un peloton du 1<sup>er</sup> chasseurs d'Afrique, commandé par le capitaine de Montarby, sortis de la Soledad pour faire une reconnaissance, ont surpris une réunion de chefs de guerilleros; le lieutenant-colonel Manuel Romo a été arrêté, quelques prisonniers français ont été délivrés, et le détachement, inquiet dans sa retraite, a repoussé et mis en déroute les cavaliers ennemis.

Cinq compagnies du 1<sup>er</sup> zouaves, parties de Cordova le 11 novembre, ont enlevé le 12, au pas de course, deux retranchements établis au Penon pour barrer la route en corniche qui domine le lit profond du Rio Blanco. Cette route conduit au pont d'Omealca, qui est la clef des terres chaudes et sert de passage à tout le commerce au sud du Rio Blanco. Le 13, Omealca a été occupé; le pont, quoique fortement barricadé, n'a pas été défendu.

La présence de nos zouaves, renforcés par un peloton du 5<sup>e</sup> hussards, a produit un excellent effet sur la population; les habitants, rassurés, ont pris les armes et ont détruit une troupe de guerilleros qui dominait le canton; vingt-deux d'entre eux et leur chef, nommé Heredia, redouté dans le pays par ses exactions, ont été tués. On espère que l'exemple énergique des habitants d'Omealca trouvera des imitateurs, et que les populations, lassées d'être rançonnées, purgeront elles-mêmes le pays des bandits qui l'oppriment.

Le général de Bertier, arrivé le 7 novembre à Jalapa avec 5,500 hommes environ, renforcé par le 3<sup>e</sup> zouaves et les troupes du général Marquez que le général Forey lui envoyait directement d'Orizaba, a reçu l'ordre de se porter en avant sur Perote, où, selon toute apparence, il devait trouver des moyens d'approvisionnement.

Les troupes débarquées à la Vera-Cruz ont été successivement dirigées sur Orizaba et cantonnées dans ses environs; tout est disposé pour l'occupation de San Andres, sur le plateau d'Anahuac, au delà du passage des Cumbres, dont la route n'est pas aussi dégradée qu'on avait lieu de le craindre; quelques travaux de peu d'importance y permettront la circulation des voitures. L'occupation de San Andres, coïncidant avec le mouvement du général de Bertier sur Perote, promet des résultats avantageux sous tous les rapports.

L'état sanitaire de la Vera-Cruz est satisfaisant; les derniers régiments débarqués et dirigés immédiatement sur Orizaba y étaient arrivés en bonne santé, après avoir traversé les terres chaudes le sac au dos et sans y laisser de malades.

Sur le cadavre d'un des soldats français tués le 5 mai devant Puebla, on avait trouvé une médaille qui portait le nom du brave auquel elle avait été décernée, Louis Chazal. Pensant que ce glorieux trophée devait être précieux pour la famille du malheureux Chazal, Ortega, général en chef de l'armée d'orient, la fit remettre, avec deux prisonniers, au général Forey; mais indigné de la conduite du gouvernement de Juarez, le général français refusa d'accepter cet acte comme point de départ de courtoises relations. Il répondit :

Corps expéditionnaire du Mexique, secrétariat du général en chef.

Orizaba, 10 novembre 1862.

Général, ignorant le retour à Puebla du courrier, qui par ordre de Votre Excellence a conduit à Orizaba deux militaires français, dont l'un porteur d'une lettre de Votre Excellence et d'une médaille, je n'ai pu répondre à cette lettre de Votre Excellence et la remercie d'avoir mis en liberté ces deux militaires. Je suis également reconnaissant envers Votre Excellence, d'avoir fait remettre entre mes mains la médaille d'un zouave; ce sera un souvenir cher à sa famille, à laquelle je la ferai remettre.

Il me répugnait même pour un motif d'humanité d'entrer en correspondance avec le gouvernement du Mexique, qui ne connaît pas ces lois, ainsi qu'on le voit, par la manière dont il les exerce; cependant je n'éprouve aucune répulsion à adresser une lettre politique à Votre Excellence, que j'apprécie et estime comme un brave soldat, sans la confondre avec le gouvernement qu'elle sert, regrettant en même temps que sa vaillante épée ne soit pas au service d'une cause meilleure, de la cause de la patrie, qui a tant besoin de sortir de la triste situation dans laquelle l'ont placée de déplorables luttes intestines.

J'envoie à Votre Excellence une proclamation que j'adresse

aux Mexicains pour leur faire comprendre mieux encore les louables intentions de la France.

Recevez, monsieur le général, l'assurance de mes sentiments de la plus haute considération.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique,

FOREY.

Le général Ortega ne crut pas devoir laisser cette lettre sans réplique, voici quelle fut sa réponse :

*Armée d'orient. — Général en chef.*

Monsieur le général, j'ai reçu avec la note de V. Exc., datée d'Orizaba le 10 du courant, la proclamation que vous avez adressée aux Mexicains et que vous avez bien voulu me transmettre.

Si la première de ces pièces ne contenait que les sentiments de reconnaissance qu'y témoigne V. Exc. parce que la liberté a été rendue à quatre prisonniers français du 5 mai ; si elle se réduisait à m'accuser réception de la communication par laquelle j'ai remis à V. Exc. la médaille d'un zouave et à des termes flatteurs pour ma personne, je n'aurais pas un mot à dire ; il ne me resterait qu'à conserver, vis-à-vis d'un général français, et d'une façon tout à fait personnelle, une dette de gratitude ; mais cette note, monsieur le général, renferme des expressions insultantes pour le gouvernement de mon pays, et, comme conséquence forcée, pour le pays dans lequel je suis né, le gouvernement étant l'expression de la volonté du pays ; aussi je dois adresser en réponse quelques mots à V. Exc., bien qu'ils soient jusqu'à un certain point superflus, après ce qui a été dit dans une foule de documents officiels.

Je commencerai par dire à V. Exc., en faisant abstraction de l'affection que je professe personnellement pour le président actuel de la république mexicaine, que je ne suis pas enrôlé au service de mon pays, que je ne vis et n'ai jamais vécu de la profession de soldat, et que rien ne m'a forcé à agir d'une manière déterminée, sous la pression du gouvernement de Mexico : citoyen libre et indépendant, comme il s'en trouve dans les républiques, je suis venu, de centaines de lieues, offrir, dans un rang subalterne, mon épée et tout ce que je vaudrais au gouvernement mexicain, parce que ce gouvernement est celui que s'est donné le peuple de la république, unique source d'autorité parmi nous, parce que ce gouvernement est l'émanation de la démocratie du Mexique, et parce que la défense de ce gouvernement n'entraîne rien moins que la défense de l'autonomie et des droits de ma patrie, principes que je défendrai à tout prix...

V. Exc. dit qu'il lui répugnerait, par un principe d'humanité, d'entrer en correspondance avec le gouvernement de Mexico. Je ne comprends pas, en vérité, quelle raison de justice motive cette répugnance de votre part, et je crois, par cela même, que la calomnie de quelques mauvais Mexicains, qui se sont efforcés par haine politique de défigurer les actes du président actuel de la république, est ce qui a fait que V. Exc. s'est formé, à cet égard, une opinion erronée. Pour appuyer cette vérité, je vous déclarerai que tous les prisonniers français qui ont été mis en liberté par le général Zaragoza et par le sousigné l'ont été avec le consentement et l'autorisation du président de la république, le citoyen Benito Juárez, c'est-à-dire de l'homme que l'on suppose ne pas respecter même les principes les plus clairs et les plus flagrants du droit naturel...

Je retourne à V. Exc. les expressions d'estime dont vous me favorisez, et je me permets, à mon tour, de vous dire en toute sincérité que je désirerais que le vaillant et illustre général français qui a conquis tant et de si légitimes lauriers en Afrique, en augmentant les gloires de la France, comprit les véritables intérêts de cette dernière dans la question actuelle, intérêts qui ne consistent certes pas à s'unir à quelques mécontents politiques pour apporter la guerre à une nation qui conserve les plus grandes sympathies pour la France libérale et progressiste ; qu'il comprit les droits indisputables du Mexique, appuyés sur l'opinion presque unanime de tout le peuple de la république, opinion sanctionnée d'une manière solennelle par les derniers documents officiels du congrès souverain, et qu'il fit par anticipation le pas que lui imposera la nécessité, alors même que, par les hasards et les caprices de la guerre, la victoire lui serait partout propice.

Que V. Exc. agrée personnellement les témoignages de mon estime et de ma considération.

Liberté, indépendance et réforme.

Puebla-de-Zaragoza, 16 novembre 1862.

Le général mexicain commandant en chef l'armée d'orient,

ORTEGA.

*A. M. le général de division, sénateur et commandant en chef du corps expéditionnaire du Mexique, — Orizaba.*

Sans se préoccuper de ces pourparlers, les troupes françaises étendaient leurs cantonnements.

Le 11 novembre, le débarquement des troupes et du matériel était parvenu à la Vera-Cruz, et les vaisseaux et transports avaient repris immédiatement la route de France. L'occupation de Medelin avait préparé celle d'Alvarado, dont les environs étaient signalés comme riches en bétail, en chevaux et mulets. Le 3<sup>e</sup> zouaves et un escadron de chasseurs d'Afrique, sous les ordres du colonel Mangin du 3<sup>e</sup> zouaves, s'emparèrent de ce port sans résistance le 23 novembre. Après l'avoir mis sous la protection des canonnières la *Sainte-Barbe*, l'*Eclair* et la *Tempête*, portant un détachement d'infanterie de marine, la petite colonne expéditionnaire fut rappelée et dirigée sur Jalapa, où elle devait se joindre aux troupes de Bertier. Elle fut annoncée aux habitants par une proclamation de ce général :

Jalapa, le 23 novembre.

CITOYENS DE JALAPA,

Une brigade de l'armée expéditionnaire française vient d'entrer dans votre ville.

Sa mission n'a pas d'autre objet que de vous donner, en se conformant pleinement aux lois de la guerre, confiance dans nos projets sur vous. Soyez confiants et ne nous regardez pas comme des ennemis.

Nous remplirons toutes les promesses que le général en chef a faites dans sa proclamation, et nous ne nous en écarterons en aucune manière.

Nous respecterons votre indépendance ; nous n'exercerons sur vous d'oppression d'aucune sorte ; nous ne protégerons d'autre parti que celui de l'ordre, de la paix et de la concorde, que nous voulons voir enfin régner dans votre beau pays ; car c'est la seule chose sur laquelle tout gouvernement doit s'appuyer pour rester fort.

Hommes de tous les partis, si vous désirez le bonheur de votre pays, approchez-vous franchement ; nous vous offrons la main de l'amitié, et tous ensemble nous travaillerons à la reconstruction de votre édifice social.

Les troupes françaises séjourneront dans votre ville jusqu'à la conclusion de la paix, et nous mettrons tous nos soins à protéger vos personnes et vos propriétés.

Le même esprit prédominait partout où les soldats français avaient pénétré. La Vera-Cruz jouissait d'un ordre et d'une tranquillité qu'elle n'avait guère possédés antérieurement, car nous ne supposons que pas les autorités mexicaines eussent publiés beaucoup d'ordres du jour pareils à celui-ci :

Nul ne peut être mis en jugement, emprisonné, ni subir d'amende, si ce n'est par les magistrats, et conformément aux lois.

Personne ne peut être incorporé par force comme soldat dans les troupes mexicaines.

Les denrées du pays, les chevaux et le bétail nécessaires à l'entretien des armées française et mexicaine ne peuvent être pris qu'en vertu d'une réquisition régulière et après payement.

Les militaires et la garde civique sont tenus de protéger les voyageurs et de purger les routes des voleurs qui dépouillent les habitants.

Amnistie pleine et entière est accordée à tous ceux qui ont pris les armes contre l'armée, pourvu que, rentrés paisiblement dans leurs foyers, ils se présentent devant leurs alcaldes et qu'ils leur promettent de vivre en bons citoyens. Nul Mexicain ne sera inquiété en raison de ses opinions politiques.

Le général en chef désire que l'autorité française soit l'aide et le soutien de tous ; il espère, par ces moyens, rétablir la confiance, mettre fin aux maux de la guerre, assurer la

liberté individuelle et ramener l'abondance au sein des familles.

DURAND SAINT-ARNAUD,  
Commandant à la Vera-Cruz.

Vera-Cruz, 24 novembre 1862.

Les opérations du mois de novembre furent complétées par la prise de Tampico, port situé au nord-nord-ouest de la Vera-Cruz, sur une langue de terre formée par le lac de ce nom, la langue de Tamiagua et le golfe du Mexique. C'est une ville de 8,000 âmes, qui exporte des piastres fortes, du jalap, des cuirs, de la salsepareille, et reçoit en échange les soieries, les huiles et les vins de France, les tissus de laine et de coton, le fer et l'acier de l'Angleterre.

Avant même l'arrivée du général Forey, on avait reconnu que le port de Tampico servait à l'introduction d'armes destinées aux troupes de Juárez, et le siège avait été résolu. Dès le 9 juin, la corvette à vapeur le *Berthollet*, les canonnières à vapeur l'*Eclair* et le *Grenade* avaient commencé à le surveiller.

Le 17 novembre, une escadrille française, sous les ordres de l'amiral Jurien de la Gravière, quitta la Vera-Cruz, et après avoir relâché pendant trois jours à l'île Lobos, elle franchit la barre de la rivière de Tampico, distante de la ville d'environ 12 kilomètres. Le 81<sup>e</sup> régiment de ligne, que le général Forey avait mis à la disposition de l'amiral, débarqua sans coup férir, et la ville fut occupée le 23. La canonnière la *Lance* remonta la rivière et mouilla devant Tampico avec 8 canots à vapeur et deux grandes embarcations armées en guerre.

Le bulletin du *Moniteur* du 2 janvier contenait les détails suivants sur cette expédition :

On reçoit de Tampico de nouveaux détails sur l'occupation de cette ville le 22 novembre par l'amiral Jurien de la Gravière. Le 81<sup>e</sup> régiment de ligne a été débarqué près de la ville, après avoir heureusement franchi la barre difficile du fleuve dans les embarcations de la division navale. A l'approche de nos troupes, la ville a été évacuée par la garnison mexicaine, et la population a fait à nos soldats l'accueil le plus empressé. Le gouverneur Pavon parcourait encore la campagne à la tête de quelques partisans.

La canonnière la *Lance*, qui était parvenue à franchir la barre, a remonté le fleuve jusqu'à Panuco, ville située à 28 milles dans l'intérieur. A l'un des détours de la rivière, elle a rencontré un rassemblement hostile qu'elle a facilement dissipé en lui envoyant quelques obus. Des Français établis à Tampico avaient prêté un secours utile à cette expédition. Le 1<sup>er</sup> décembre, l'amiral Jurien était de retour à la Vera-Cruz, ayant laissé devant Tampico les bâtiments nécessaires pour transporter les mulets que doit fournir la province de Tamaulipas.

Les conséquences de l'occupation de Tampico ne sont pas moins importantes au point de vue politique et commercial qu'au point de vue militaire. Elle a, en effet, pour résultat de priver le gouvernement de Juárez des recettes de douane de ce port, recettes devenues très-considérables, en même temps qu'elle lui enlève une place fort nécessaire au ravitaillement de son armée.

La prise d'Alvarado, occupée également sans coup férir, est aussi un utile succès, car l'envoi d'une canonnière suffit pour maintenir ce port ainsi que la ville de Zicotalpam. C'est encore un point de ravitaillement important dont Juárez va être privé.

D'après les lettres de la Vera-Cruz, les troupes françaises allaient se concentrer dans la zone tempérée. Ce mouvement se ferait par Jalapa, ce qui impliquerait l'occupation de Perote. L'approvisionnement sur cette route paraît facile, puisque la brigade du général de Bertier vit à Jalapa des ressources du pays, ce qui serait encore plus facile à Perote, ville située à l'entrée du plateau, sur le bord d'une plaine assez étendue qui produit toute espèce de céréales.

La situation politique paraît s'améliorer. Les guérillas se sont beaucoup éloignées. On ne parle plus de convois attaqués ; enfin, le pays semble fatigué des persécutions incessantes de bandits qui, au lieu de travailler, ne songent qu'à marauder et à dépouiller les populations. Un exemple frappant de cette répulsion est la résistance des habitants d'Arroyo Seco qui ont repoussé la guérilla de Heredia, tuant celui-ci avec vingt de ses compagnons.

Les troupes françaises viennent de prendre possession du

grand village de Coscomatepec, entre Jalapa et Cordova. C'est un coup violent porté aux guerilleros, auxquels, dans leurs expéditions en terres chaudes, cette importante ligne de retraite fera désormais défaut.

Aux termes d'une récente convention, des entrepreneurs se sont engagés à fournir aux ingénieurs 300,000 journées de travail pour établir un chemin de fer qui reliera Tejeria au Chiquihuite.

Mentionnons encore un glorieux combat soutenu, le 30 novembre, par 184 hommes de trois compagnies du 62<sup>e</sup> de ligne contre 800 hommes de troupes régulières, que commandait le général Diaz-Miron, gouverneur de la province de la Vera-Cruz. Cachés derrière des taillis, les Mexicains accueillirent par un feu roulant l'avant-garde des trois compagnies qui escortaient un convoi de huit voitures, et qui venaient d'atteindre un rond-point situé près de la Rinconada. La cavalerie mexicaine les chargea à fond de train pour achever l'œuvre de l'infanterie. Mais, sans tenir compte de l'infériorité numérique, les Français, sous la conduite du capitaine de Brion, s'ouvrirent un passage au bout d'une heure et demie de lutte. La perte des Mexicains fut évaluée à 140 hommes et la nôtre fut relativement moins considérable.

Cette suite d'avantages remportés par les troupes françaises jetait l'inquiétude parmi les défenseurs du Mexique ; le président jugea nécessaire de remonter leur moral ; conformément à une décision du congrès, des médailles militaires devaient être distribuées aux chefs, officiers et soldats qui avaient pris part à la défense des Cumbres et à l'action du 5 mai, devant Puebla.

La fabrication des médailles avait retardé de plusieurs mois cette distribution, qui fut enfin fixée au dimanche 30 novembre.

On voulut donner à cette cérémonie toute la solennité possible. Le président de la république, les ministres des relations et de la guerre, des députations du congrès, de l'armée du Centre, de la junte patriotique, etc., et une foule de particuliers quittaient Mexico, le 28, pour y assister. Arriva Juárez le même jour, à Puebla, vers six heures du soir. M. le général Gonzalez Ortega s'était porté à sa rencontre, avec son état-major ; 9,000 hommes formaient la haie, depuis la porte de la ville jusqu'au palais de l'archevêché ; le peuple, portant des torches, encombra les rues, et il s'écoula plus d'une heure avant que le président pût les parcourir pour se rendre à l'habitation qui lui avait été préparée. Nous n'entrerons pas dans le détail des fêtes qui ont eu lieu à cette occasion : banquet avec toasts patriotiques ; concert au théâtre, avec discours, poésies, etc. ; courses de taureaux par les amateurs, et distribution des prix par les dames patronesses ; promenades civiques au clair de lune ; visite aux hôpitaux militaires ; visite aux fortifications ; bals, etc. ; tel fut, en résumé, le programme dont la réalisation rempli pendant une semaine de bruit et d'allégresse la ville de Puebla, si paisible et si triste en temps ordinaire.

La cérémonie de la distribution des médailles avait été renvoyée au jeudi 4 décembre, pour laisser à certains corps de l'armée le temps de recevoir leurs nouveaux uniformes. Profitant de ce retard, M. Nunez, ministre des finances, partit à son tour, de Mexico, le 3 avec la famille du président et madame Mata, fille de l'infortuné Melchor Ocampo. Le 4 eut lieu la cérémonie :

Avant l'aurore, l'armée d'orient était sur pied, et tous les corps prenaient leurs positions.

On avait construit sur la place un élégant pavillon où se placèrent M. le président, ses ministres, les dames invitées et plusieurs particuliers de distinction.

La distribution des médailles commença un peu après dix heures du matin et se termina à deux heures de l'après-midi.

Les soldats montaient par un côté et descendaient de l'autre, en passant devant le président et en recevant leur médaille de ses mains ou de celles des dames, qui étaient madame Juárez, épouse du président ; madame Mata, fille d'Ocampo ; madame Blanco, épouse du ministre de la guerre, et mademoiselle Olivares, célèbre au Mexique par ses poésies.

De longues harangues patriotiques furent prononcées à cette occasion par MM. Juárez, Prieto, Hernandez y Hernandez, et autres. On ne ménagea pas les décorations ; 2,393 furent données aux défenseurs des Cumbres, et 5,017 à ceux qui avaient soutenu l'assaut et pris part à l'affaire du 5 mai. La médaille revenant au général Zaragoza fut remise à sa famille.

Le lendemain, la garnison fit un simulacre d'attaque contre les fortifications de Puebla; il y eut un bal, et le surlendemain, 6, M. Juarez et ses ministres, moins celui de la guerre, revinrent à Mexico, où ils rentrèrent à six heures et demie du soir. 5,000 hommes environ formaient la haie de la porte de la ville au palais, et une salve de 21 coups de canon annonça le retour du président dans la capitale.

En l'absence du président et de ses ministres, la capitale était restée sous la garde du général Comonfort. Peu de temps après, on écrivait de Mexico :

Les communications demeurent rigoureusement interceptées entre la capitale et les ports du Mexique; ce n'est plus que par la voie du Texas qu'il est possible d'échanger des correspondances avec l'Europe.

A Mexico, où l'on ne se rend pas bien compte des difficultés que présente la marche d'une nombreuse armée régulière, on



Femmes d'arrieros.

s'étonnait que le général Forey ne se fût pas encore porté en avant, car on ne doutait pas du succès de l'expédition.

Ordre avait été donné à tous les chefs de postes secondaires de se retirer à l'approche des troupes françaises, en détruisant les ouvrages qui pouvaient nous servir de point d'appui. C'est ainsi que la forteresse de Perote a été démolie avant l'arrivée du général Bertier.

Les guérillas hostiles au gouvernement de Juarez ne cessent de harceler ses soldats; les provinces de Mexico, de Guadalajara et de Queretaro sont les seules que leur proximité de la capitale mette à l'abri de ces incursions; encore a-t-on dû envoyer dans ces États des renforts commandés par le général Mendez. Ces guérillas attendent l'arrivée du général Forey pour se porter en avant, en marchant sur les ailes de son corps d'armée.

Le congrès a continué au président Juarez les pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés par la précédente législature, mais non sans qu'il y ait été apporté quelque restriction.

Le gouvernement juariste éprouve des difficultés insurmontables pour réaliser la contribution de un pour cent sur toute espèce de capital. L'absence de numéraire et de confiance em-

pêche les possesseurs nationaux et étrangers de satisfaire aux contributions dont on les a surchargés.

En présence de ces embarras, le gouvernement avait convoqué, pour le 12 novembre, une assemblée des plus forts contribuables. Huit seulement ont répondu à cet appel et ont procuré 20,000 piastres; mais le ministre des finances en réclamait 400,000 par mois, qu'il jugeait indispensables à la gestion des affaires; néanmoins, on n'a pu trouver au delà de cette somme de 20,000 piastres une fois payée.

La combinaison ayant donc échoué, un décret présidentiel du 4 courant, contre-signé par le ministre des finances, a réparti pour cinq mois, entre 254 capitalistes du district fédéral, un subside de guerre s'élevant mensuellement à doll. 152,400. Chaque versement mensuel s'opérera dans les huit premiers jours du mois; les capitalistes qui s'exécuteront dans le délai prescrit seront exempts de tout impôt extraordinaire, de tout emprunt forcé et de toute exaction d'argent, quelle qu'elle soit, sur tous leurs biens, dans le district ou ailleurs, en dehors des contributions ordinaires, et ils seront libres de tout service militaire; mais les récalcitrants seront envoyés immédiatement à l'armée d'orient, pour y servir en qualité de soldats, jusqu'à la fin de la guerre. Les capitalistes du sexe féminin, ne pouvant être enrôlés, verront s'accroître de 50 p. c. la quote qui leur est signalée, et le recouvrement s'opérera par la saisie et la vente aux enchères de leurs propriétés.

Le 6 décembre, M. le général Comonfort a réglementé le paiement du subside de guerre dont nous venons de parler. Pour en faciliter le versement, les paiements mensuels s'effectueront en deux fois, la première et la troisième semaine de chaque mois; les capitalistes qui justifieront de l'impossibilité où ils se trouvent de verser toute la somme en numéraire seront autorisés à en acquitter un tiers en armes de munitions, en habillements militaires, en tabac travaillé, en fer, en cuivre, en plomb, en poudre, en capsules, en soufre ou en salpêtre, à la satisfaction du quartier-maître de l'armée du centre.

On a organisé en arrière de l'armée d'Ortega, ou d'orient, deux nouvelles armées, dites du centre et de la réserve, et que l'on a placées sous les ordres de Comonfort et de Doblado. Mais ces deux armées n'existent que sur le papier. Leur création n'a d'autre but que de réunir les débris du corps d'Ortega lorsque ses soldats se débanderont; ce n'est qu'alors qu'elles acquerront un effectif sérieux.

Les fortifications de la capitale progressent rapidement. Ordre a été donné de forer huit puits artésiens pour la troupe en cas de siège.

Le manque d'argent est, un des principaux obstacles qui s'opposent à une résistance sérieuse. Les levées extraordinaires ont amené sous les drapeaux un certain nombre de recrues, et les journaux officiels font monter l'effectif actuel de l'armée à 40,000 hommes. Mais ce sont des soldats sans discipline, sans instruction et sans autre moyen d'existence que les réquisitions et le pillage. On leur fait chaque jour de brillantes promesses; on cherche à exalter leur courage en leur rappelant leur succès à Puebla, en les appelant des héros; mais on ne peut leur fournir aucune solde.

## CHAPITRE XV

Occupation de Palmar et de San Andres. — Belle conduite d'un escadron de chasseurs d'Afrique. — Ordre général. — Occupation de Perote et de Tehuacan. — Bruit de la prise de Puebla.

Les Français répondirent à ces manifestations par de nouveaux succès. Le 1<sup>er</sup> décembre, le général Douay, avec sa brigade, était parti d'Orizaba pour occuper Palmar et San Andres. Les forces mises à sa disposition étaient divisées en deux colonnes: la plus importante devait suivre la route des Cumbres et s'établir à Palmar; la seconde, plus légère, commandée par le colonel L'Hérillier, devait se diriger sur San Andres par Maltrata. Le 2, le général Douay, avec la première colonne, arrivait de bonne heure au bivouac d'Aculeingo, où son avant-garde mettait en fuite 50 cavaliers ennemis. Il franchit la première Cumbre sans que l'ennemi, malgré les travaux qu'il avait élevés, défendit sérieusement le passage de la montagne. Le 3, il campait à la Canada, et entra le 4 à Palmar, qu'il mit en état de défense.

Le 5 décembre, le général Douay se porta à la rencontre du colonel L'Hérillier, parti le 1<sup>er</sup> décembre d'Orizaba avec le 99<sup>e</sup>,